



### Union européenne – Informations générales

- Questions parlementaires sur l'avenir EESSI et de RINA et le projet de PASS européen de sécurité sociale.

### Actualité européenne de la protection sociale

#### Santé

- Poursuite des travaux de l'EMA sur les vaccins et les traitements COVID-19.
- Intelligence artificielle et réglementation des médicaments.

#### Emploi/ Affaires sociales

- Indicateurs de suivi des investissements sociaux et tableau de bord social européen.
- Appel à candidature Groupe d'experts de haut-niveau sur la protection sociale
- Rapports Flash sur les développements sociaux dans les Etats européens.
- Mise à jour informations MISSOC.

### Agenda Publications

### ÉDITO : Rentrée des classes européennes

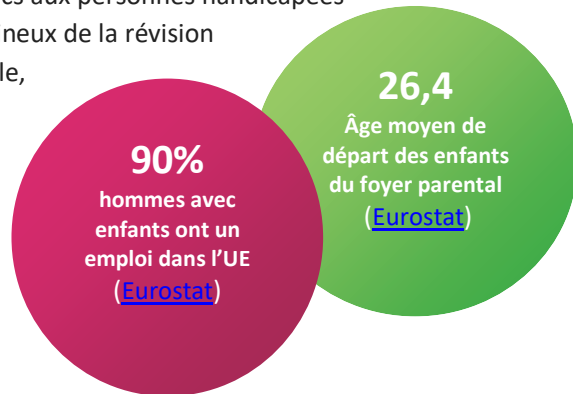
Alors que les cloches de la rentrée des classes sonnent la reprise cette semaine, il semble toujours difficile d'occulter le sujet... de la Covid-19 tant le SARS-CoV-2 s'est imprégné dans notre quotidien beaucoup plus longtemps que l'on ne l'aurait malheureusement prédit.

Rentrée des classes avec en main, pour la plupart, le pass sanitaire. A la même époque, l'année dernière, le retour sur les routes avait été rythmé au gré des signalétiques sanitaires par code couleur ; orange à rouge ; et des politiques de gestion de la crise (très) divergentes selon les États membres, changeant chaque semaine, et semant, soit la zizanie, soit le rire jaune.

En France aussi, Septembre est une rentrée qui se teinte déjà de couleurs européennes. La France, qui présidera le Conseil de l'UE à partir de janvier 2022, semble déjà dans les starting blocks. La ministre du Travail, Élisabeth Borne, et le secrétaire d'État aux affaires européennes, Clément Beaune, ont débuté une série d'entretiens bilatéraux avec leurs homologues européens. La semaine dernière, les premières réunions se sont tenues avec la Suède et le Danemark autour d'un thème central : une Europe sociale plus forte concrétisée par ses salaires minimums équitables dans l'UE, l'égalité salariale femmes-hommes et la protection des travailleurs des plateformes numériques...

Il semble en effet que l'Europe sociale jouisse d'une nouvelle aura. Malgré la remise en cause possible à court terme des dispositifs sociaux d'exception adoptés depuis le début de la crise par les États membres, l'on prend mieux conscience de l'urgente nécessité de les adapter face aux nouvelles réalités économiques dans le contexte de la Covid : essor du télétravail frontalier, sophistication du détachement des travailleurs saisonniers, généralisation du chômage partiel...

Enfin, l'actualité européenne de la rentrée dans le champ de la santé et des affaires sociales sera marquée par le début des trilogues en septembre sur les textes relatifs à l'Union européenne de la santé, la poursuite des consultations publiques telles celles sur les régions ultrapériphériques ou encore l'accessibilité des sites internet publics aux personnes handicapées et les discussions (sans fin) sur le dossier épineux de la révision des textes de coordination de sécurité sociale, qui traîne en longueur depuis quasiment cinq ans...



## **Question parlementaire sur l'avenir d'EESSI et le désengagement de la solution RINA.**

Le 27 août 2021, la Commission européenne a répondu à une question de l'eurodéputée Gabriele Bischoff (S&D/DE) sur l'avenir du projet EESSI (Electronic Exchange of Social Security Information) et le désengagement financier annoncé en janvier 2020 par la Commission européenne de l'outil RINA (Reference Implementation for a National Application). Dans sa réponse, la Commission réitère le principe de son désengagement de RINA qui devrait être définitivement acté à la fin de 2021. L'exécutif européen informe par ailleurs qu'il a fourni aux Etats membres une nouvelle version de RINA dans le courant de 2021 et qu'ils pourront continuer à l'utiliser après le transfert. *Pour plus d'informations, voir :*

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/questions/reponses\\_qe/2021/003488/P9\\_RE\(2021\)003488\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/questions/reponses_qe/2021/003488/P9_RE(2021)003488_EN.pdf)

## **Demande de clarification sur le projet de Pass européen de sécurité sociale.**

Suite à une demande de l'eurodéputée allemande Gabriele Bischoff (S&D) de clarifications sur le projet pilote de la Commission d'un Pass européen de sécurité sociale, la Commission a précisé que cette initiative entend étudier la faisabilité d'une solution numérique pour améliorer la preuve et la vérification transfrontalières de la couverture et des droits de sécurité sociale des citoyens mobiles, qui reposent actuellement sur des procédures papier (formulaire DP A1).

Le portail numérique unique, qui sera d'application complète fin 2023, devrait quant à lui jouer le rôle d'un point d'entrée possible pour les personnes et les entreprises, les redirigeant vers les portails nationaux où ils peuvent demander en ligne la délivrance du DP A1; il n'est pas censé couvrir les aspects de vérification numérique. Sur les aspects "données", la Commission assure que seules les données et informations strictement nécessaires à la vérification de la couverture et des droits en matière de sécurité sociale seraient traitées et rendues accessibles aux citoyens mobiles concernés, aux autorités nationales compétentes et aux parties prenantes de confiance. En revanche, les caractéristiques techniques exactes de la solution envisagée sont encore en cours de définition et seront testées au cours d'une phase de pilotage qui s'achèvera en 2023; elle pourrait par exemple utiliser la technologie *blockchain*.

*Pour plus d'informations, voir :* [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2021-003487\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2021-003487_EN.html)

## Santé

### **Poursuite des travaux de l'EMA sur les vaccins et les traitements COVID-19.**

L'EMA a poursuivi, courant août, ses travaux sur les vaccins, candidats vaccins et traitements Covid. Elle a notamment mis à jour des informations "produit" et rapports relatifs aux dernières données de sécurité sur les vaccins COVID-19 et a recommandé de mentionner la thrombocytopénie immunitaire, les vertiges et les acouphènes comme nouveaux effets secondaires dans les informations relatives au vaccin Janssen. Elle a également publié le 18 août les données cliniques soutenant le renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché conditionnelle de Veklury (remdesivir), médicament antiviral utilisé pour traiter la COVID-19.

Pour plus d'informations, voir : <https://www.ema.europa.eu/en/human-regulatory/overview/public-health-threats/coronavirus-disease-covid-19/covid-19-latest-updates>

### **Intelligence artificielle et réglementation des médicaments.**

La Coalition internationale des autorités de réglementation des médicaments (ICMRA) a formulé le 16 août 2021 des recommandations pour aider les autorités de réglementation à relever les défis que l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pose pour la réglementation mondiale des médicaments. Entre autres recommandations, l'ICMRA propose que les promoteurs, développeurs et entreprises pharmaceutiques établissent des structures de gouvernance renforcées pour superviser les algorithmes et les déploiements de l'IA qui sont étroitement liés au bénéfice/risque d'un médicament et que des lignes directrices réglementaires pour le développement, la validation et l'utilisation de l'IA avec des médicaments soient élaborées. La mise en œuvre des recommandations sera discutée par les membres de l'ICMRA dans les mois à venir.

Pour plus d'informations, voir :

[https://www.emcdda.europa.eu/system/files/publications/13838/2021.2256\\_FR\\_02 .pdf](https://www.emcdda.europa.eu/system/files/publications/13838/2021.2256_FR_02.pdf)

## Emploi/ Affaires sociales

### **Indicateurs de suivi des investissements sociaux et tableau de bord social européen.**

Pour répondre à une question de l'eurodéputée hongroise Klára Dobrev (S&D) relative aux indicateurs développés dans le tableau social revisité afin de mesurer l'accès aux services sociaux, la Commission a rappelé qu'une série d'indicateurs généraux et secondaires ont été proposés dans le Plan d'action du socle européen des droits sociaux pour mesurer les dépenses en termes d'investissements sociaux. Elle reconnaît qu'actuellement il n'existe pas d'indicateurs pour évaluer si les besoins en termes de services sociaux sont satisfaits ou non, mais cette problématique sera spécifiquement traitée dans un module de l'édition 2024 de l'enquête sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC).

Pour plus d'informations, voir :

[https://www.europarl.europa.eu/RegData/questions/reponses\\_qe/2021/002911/P9\\_RE\(2021\)002911\\_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/questions/reponses_qe/2021/002911/P9_RE(2021)002911_EN.pdf)

## **Appel à candidature pour rejoindre le groupe d'experts de haut-niveau sur l'avenir de la protection sociale.**

La Commission entend faire réaliser par les 12 experts qui seront choisis une étude sur le futur de l'Etat-providence, son financement et ses interconnexions avec les changements impactant le monde du travail. Un rapport et des recommandations destinées à rendre les systèmes de protection sociale adaptés à l'avenir devront être publiés d'ici fin 2022.

L'appel à candidature est ouvert jusqu'au 17 septembre 2021.

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=10064&furtherNews=yes>

## **Nouvelle série de Rapports Flash sur les développements sociaux dans les Etats européens.**

En août 2021, le réseau européen des politiques sociales (ESPN) a publié une série de rapports détaillant la situation sociale dans les Etats membres. La Pologne a fait l'objet de trois rapports : sur les résultats de la pension complémentaire obligatoire, le constat d'un système d'assistance sociale insuffisant malgré des mesures pour améliorer la condition des travailleurs sociaux et sur l'assurance maladie renforcée en réaction à l'accroissement du taux de mortalité suite à la pandémie de Covid-19. En réaction à la Covid également, la Suède a pris la décision d'augmenter le budget dédié aux soins de longue durée. La Lettonie a revu son système d'allocations familiales, via une simplification et des montants relevés.

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=10053&furtherNews=yes>

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=89&newsId=10059&furtherNews=yes>

## **Mise à jour des informations du site web MISSOC.**

Les dernières mises à jour réalisées en janvier 2021 des informations du MISSOC, le site web rassemblant les données et dispositions relatives aux systèmes de sécurité sociale des Etats membres de l'UE, du Liechtenstein, de la Norvège et de la Suisse, sont désormais disponibles en Français, Allemand et Anglais.

*Pour plus d'informations, voir :*

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=10058&furtherNews=yes>

## Evènements à venir

### **7 septembre 2021, en ligne – The Recovery and Resilience Facility: have social actors been sidelined?**

Organisé conjointement par l'Institut des syndicats européen (ETUI), la chambre autrichienne du travail, l'Observatoire social européen et le ÖGB Europabüro, ce webinaire traitera de la [facilité pour la reprise et la résilience](#), principal instrument de relance suite à la crise sanitaire: l'importance du semestre européen dans la mécanique de la facilité et les équilibres à l'œuvre entre ses pendants économiques et sociaux alors que se posent la question de l'implication des parties prenantes (partenaires sociaux, Parlement européen, société civile) dans le choix des projets financés et le contrôle de la dépense des fonds alloués via la facilité.

*Pour plus d'informations, voir:*

<https://www.etui.org/fr/events/recovery-and-resilience-facility-have-social-actors-been-sidelined>

### **10 septembre 2021, Séminaire MoveS, en ligne : le détachement des travailleurs et les accords Brexit - développements et défis.**

Organisé par le réseau européen d'experts sur la mobilité et la coordination des systèmes de sécurité sociale (MoveS), ce séminaire traitera de la directive sur le détachement des travailleurs et sa transposition dans les différents Etats membres. Les discussions porteront particulièrement sur les aspects pratiques, incluant les contrôles des inspections du travail.

*Pour plus d'informations, voir:*

<https://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=88&eventsId=1896&furtherEvents=yes>

## **ETUI, Exposition aux facteurs de risques psychosociaux dans la *gig economy*, Pierre Bérastégui, 2021, 124 p.**

Dans ce rapport, Pierre Bérastégui, chercheur à l'Institut européen des syndicats (ETUI), fournit un aperçu complet des risques psychosociaux dans la *gig economy*. En effet, alors que les plateformes de travail en ligne se sont multipliées, ce type d'emploi comporte des risques psychosociaux spécifiques, liés notamment à l'organisation, à la conception et à la gestion du travail clandestin. L'auteur identifie également les lacunes de la recherche sur le sujet et les stratégies pour y remédier.

*Pour plus d'informations, voir:*

<https://www.etui.org/publications/exposure-psychosocial-risk-factors-gig-economy>

La Représentation des Institutions Françaises de sécurité sociale auprès de l'Union européenne (REIF) a été créée en mai 2003 pour représenter les caisses de sécurité sociale française de base auprès de l'Union européenne.

Depuis le 01 avril 2015, elle regroupe toutes les branches du régime général pour les travailleurs salariés et indépendants et le régime agricole : l'assurance maladie (CNAM), la retraite (CNAV), la famille (CNAF), le recouvrement (ACOSS), la mutualité sociale agricole (CCMSA), ainsi que l'École Nationale Supérieure de Sécurité sociale (EN3S), l'Union des Caisses nationales de Sécurité sociale (UCANSS). Le Centre des Liaisons Européennes et Internationales de Sécurité Sociale (CLEISS) et la Caisse de Retraite du Personnel Navigant Professionnel de l'Aéronautique Civile (CRPNPAC) l'ont également rejoint.

